

Du monopole de la vertu

En cette fin d'année 2012, j'ai le goût de vous entretenir du monopole de la vertu. À qui appartient-il ? Est-il plus facile d'être vertueux lorsqu'on est riche et éduqué, qu'on a grandi dans le bon milieu et qu'on a fréquenté les bonnes écoles ? Est-ce qu'à l'opposé, les pauvres, ceux et celles qui doivent se débattre pour avancer dans la vie sont par nature des gens soumis au vice ? Doit-on juger d'avance ceux et celles qui par manque de ressources doivent emprunter des chemins de travers pour s'en sortir et aider leurs proches ? Pourquoi sommes-nous plus indulgents envers les mieux nantis, envers ceux qui dominent la population et lui dit quoi penser ? À quel aulne doit-on mesurer le degré d'irréprochabilité des uns et des autres ? Pourquoi ne pas condamner à l'avance ceux et celles qui choisissent de défendre des valeurs plutôt que leurs carrières ? Ne devrait-on pas interdire d'emblée toute expression de liberté et de solidarité qui va à l'encontre de l'intérêt des boss ? J'aimerais connaître le poids de la vertu de chacun pour pouvoir la mesurer et l'évaluer dans un effort évident de départager les vertueux des vicieux, les élites du peuple qui n'a d'autres choix que la soumission et la peur.

Pourquoi un homme politique a-t-il le droit de recevoir en cadeau une maison évaluée à l'époque à un million de dollars, alors qu'on reproche à un autre d'avoir été trop pauvre pour payer son loyer ? Je ne suis qu'un pauvre ignorant qui ne parvient pas à saisir le deux poids deux mesures pour les uns et les autres, surtout lorsque ce jugement, cette charge est portée par tous les médias, les députés et la bourgeoisie qui hurlent comme des loups pour retrouver le pouvoir qui leur a été soustrait pour quelques temps. Dans un monde superficiel envahi par le mensonge et le matérialisme, rare sont les hommes et les femmes authentiques susceptibles de s'engager pour la défense du bien commun. Il est bien triste de constater que les intérêts privés dominant notre esprit, que le goût du luxe et de l'argent facile prime sur le souci de préserver un environnement sain pour les générations futures et qu'il nous sera impossible de franchir l'abîme qui s'ouvre sous nos pieds avec de tels comportements mesquins de nos élites éclairées. Je souffre trop de comprendre que nous avançons sur le chemin de la perfidie et de la malhonnêteté intellectuelle. Qui nous sauvera de

pareil danger ? Ni les multinationales, ni les puissants de ce monde et ceux qui les servent, n'ont la moindre idée du virage à 180 degré que l'humanité doit effectuer dans son mode de vie et son type de développement pour espérer atteindre ne serait-ce que le seuil de la survivance.

Jusqu'à quand devons-nous espérer ? Y a-t-il seulement quelqu'un qui possède la moindre idée du dépotoir que nous laisserons en héritage à nos descendants. Croient-ils encore que l'argent pourra les sauver de cet enfer ?

La semaine dernière la Banque mondiale estimait que le réchauffement global de la planète atteindrait les 4 degrés Celsius avant la fin du présent siècle. Pendant ce temps la communauté internationale n'est même pas capable d'imposer la paix dans un mini pays qui a des prétentions bibliques. Il est très difficile alors de ne pas devenir cynique et d'avoir mal au cœur à la seule pensée qu'approche la grande fête du capitalisme triomphant.

Yves Carrier

DANS CETTE ÉDITION

Spiritualité et citoyenneté	2
Jose Mujica	3
Interventions policières	4-5
Réforme de l'Assurance-emploi	6-7
Spiritualité libératrice	8-11
Calendrier	12

Joyeux anniversaire ! !

Nancy Beauseigle, 03
Baillar, 06
Jean-Paul Asselin, 07

Gabrielle Roberge, 17
Marcel Arteau, 27
Pierre Paquet, 29

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!

SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ par Robert Lapointe

JE NE SUIS PAS VENU POUR ÊTRE SERVI !

C'était le thème de notre dernière rencontre au Cercle de lecture des huit enseignements-clés du Christ. Cela pose les questions de l'égalité, du pouvoir et de la hiérarchie. Je répétais souvent alors que je travaillais qu'un boss n'est pas un être humain. En fait, c'est peut-être un humain mais il est en voie de se déshumaniser en se plaçant au-dessus des autres pour satisfaire son désir ou son besoin de contrôler et de dominer. Il vaudrait mieux qu'il soit responsable, ce qui est à la portée de tout être humain, responsable des conditions de possibilités de l'épanouissement et du bonheur d'autrui.

L'égalité c'est aussi l'équité. Il faut tenir compte des conditions particulières de chacun. Comme il est pratiquement écrit dans les Actes des Apôtres (chap. 4), de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Certains auront reconnu le leitmotiv communiste.

Chaque individu est dépositaire d'un certain pouvoir. Ce pouvoir sur le plan humain peut-être fondé sur la force et la puissance affirmée et crue. Il peut aussi découler de façon plus idéologique d'une autorité morale, voire spirituelle. C'est le charisme de la personne qui séduit par la référence faite à une puissance supérieure ou par sa forte personnalité. On y obéit sans se poser de questions. Il est comme un Dieu ou un délégué de Dieu. La troisième sorte de pouvoir est cette direction qui se veut rationnelle et justifiée par la connaissance ou la compétence.

Pouvoir et spiritualité, ou idéologie sur le mode laïque, forment un drôle de couple. Il faut même distinguer entre pouvoir de la spiritualité et spiritualité du pouvoir sans négliger pour autant les risques de récupération: soit que le pouvoir utilise la spiritualité pour mieux contrôler la population, soit que la spiritualité influence le pouvoir de ses valeurs transcendantes qu'elles soient humaines, citoyennes ou spirituelles.

Il faut d'abord considérer qu'entre les humains, êtres de pouvoir, il y a une tendance naturelle à une lutte de pouvoirs. Il ne faut jamais nier cette réalité si l'on désire la surmonter par la coutumes, des règles sociales, des lois: c'était la mission de l'Ancien Testament. Le Nouveau Testament fait encore mieux; la tolérance ne suffit pas, il faut l'amour pour que l'on se sente responsable d'autrui.

Quant à la hiérarchie, plus on y monte, plus on est responsable d'autrui, plus on est serviteur de confiance dans une certaine mesure. On m'a appris qu'une confiance à 100% ne s'accorde qu'à Dieu.

Prochaine rencontre le 10 décembre à 17 heures pour manger ensemble. La réunion commencera vers 18.15. Le thème: Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre.

ACTIVITÉS SOCIALES AU CAPMO.

La ligne de hockey aux cartes poursuit ses activités tous les vendredi à 15 heures et les dimanche à 16. Vous êtes toujours les bienvenus. On mange ensemble et chacun peut contribuer au repas. L'ambiance est généralement festive en début de fin de semaine. C'est une belle occasion pour sortir de l'isolement et pour apprendre à interagir avec les autres participants dans le respect, la tolérance, la joie, le partage, l'humour et l'amour en prime. Cette activité est une mise en pratique de la spiritualité.

Uruguay, Jose Mujica, le président le plus pauvre du monde



Pépé Mujica est le seul président au monde qui vit dans une ferme délabrée et reverse la grande majorité de son salaire à des œuvres caritatives.

Jose Mujica a refusé la luxueuse résidence habituellement réservée aux présidents uruguayens et a choisi de rester sur la ferme de sa femme, au bout d'un chemin de terre près de la capitale Montevideo. Il tire son surnom du fait qu'il reverse 90% de son salaire mensuel de 9.300 euros à des œuvres caritatives en faveur des pauvres ou des petits entrepreneurs. Le salaire qu'il lui reste correspond à peu près au revenu moyen d'environ 600 euros. Et il ne semble manquer de rien:

«J'ai vécu comme ça la plupart de ma vie. Je peux vivre avec ce que j'ai.»

Sa déclaration de patrimoine, une obligation pour les élus uruguayens, s'élevait à 1.411 euros en 2010, soit la valeur de sa Coccinelle Volkswagen 1987. Cette année, il y a rajouté les biens de sa femme (du terrain, des tracteurs et une maison), amenant son total à

168.000 euros, une fortune toujours bien inférieure à celle de son vice-président ou de son prédécesseur.

Élu en 2009, Mujica a participé à la guérilla uruguayenne des Tupacamaros, un groupe armé d'extrême-gauche inspiré de la révolution cubaine. Il a reçu six balles dans le corps et passé 14 années en prison dans des conditions difficiles avant d'être libéré en 1985, quand l'Uruguay est devenue une démocratie. C'est en prison qu'il a développé sa philosophie de vie:

«On m'appelle le président le plus pauvre, mais je ne me sens pas pauvre. Les pauvres sont ceux qui travaillent uniquement pour avoir un style de vie dépensier, et qui en veulent toujours plus. C'est une question de liberté. Si vous n'avez pas beaucoup de possessions, vous n'avez pas besoin de travailler comme un esclave toute votre vie pour les soutenir, et vous avez plus de temps pour vous-même.»

Le mois dernier, l'AFP lui consacrait également un article, rapportant le vaste débat politique qu'il a lancé sur *«la production et la vente de cannabis sous contrôle de l'État afin de lutter contre le trafic et la toxicomanie»*, ou encore son combat pour le droit à l'avortement. Sous son impulsion, le Congrès a récemment passé une loi impopulaire légalisant les avortements jusqu'à 12 semaines de grossesse.

Vladimir Hernandez, BBC Mundo, 15/11/2012



Interventions policières lors de la grève étudiante

Des groupes de la région de Québec demandent une enquête policière

Québec, le 1er novembre 2012—Trente-sept organisations communautaires, féministes, étudiantes et syndicales de la région de Québec demandent à la première ministre Pauline Marois d'instituer une enquête publique sur les interventions des forces policières lors de la grève étudiante.

Hasbun du Front régional d'action à Québec de l'ASSÉ (FRAQ-ASSÉ). L'utilisation de cet article pour procéder à des arrestations massives est actuellement contestée devant les tribunaux. « Nous joignons notre voix pour réclamer l'annulation de l'ensemble des contraventions données en vertu de l'article 500.1 », poursuit madame Hasbun.

Répression policière sans précédent

Arrestations massives et préventives, brutalité policière, interpellations abusives, conditions de détention inacceptables, la liste peu reluisante des méthodes d'intervention est longue. Bien qu'à Québec, les manifestations étaient beaucoup plus calmes qu'à Montréal, la Section Québec de la Ligue des Droits et Liberté (LDL-Qc) a reçu de nombreux témoignages troublants de manifestantes et de manifestants de la région. « Des violations au code de déontologie policière, des gestes d'intimidation, du profilage politique et des atteintes au droit de manifester nous ont été rapportés régulièrement lors du printemps érable », dénonce Sébastien Harvey de la LDC-Qc. « Toutes ces allégations ne doivent pas en rester là. Un travail sérieux et impartial doit être fait pour y jeter un éclairage objectif et restaurer la confiance envers les pouvoirs publics », poursuit-il.

« Il ne faut pas minimiser les conséquences de tels abus. Lorsque des personnes se font interpellées par la police parce qu'elles portent le carré rouge ou, pire encore, parce qu'elles ont l'air d'être des carrés rouges, nous sommes clairement face à du profilage politique. La lumière doit être faite sur ces pratiques policières qui systématisent des violations aux droits humains », réclame Yves Fortin du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN).

Entre le 16 février et le 3 septembre 2012, 3418 arrestations ont été effectuées en vertu de l'article 500.1 du Code de sécurité routière, dont plus de 530 dans la Ville de Québec. « Il est évident que l'objectif de toutes ces contraventions n'était nullement d'assurer la sécurité des automobilistes, mais bien d'intimider les manifestants et les manifestantes, de les pousser à rester à la maison », a déclaré Karina

Impacts sur le climat social

Les abus des forces policières, légitimés par la loi spéciale du gouvernement libéral, ont favorisé l'installation d'un climat de peur. Bien que la loi spéciale ait été abrogée, la répression policière se poursuit. Les modifications apportées au Règlement sur la paix et le bon ordre de la Ville de Québec, adoptées en juin dernier, sont une attaque en règle au droit de manifester. « À chaque événement public et manifestation que l'on organise, on se fait poser les mêmes questions : « Avez-vous donné le trajet ? Est-ce qu'il y a des risques d'arrestations ? » De plus en plus de personnes ont peur de sortir manifester pacifiquement pour défendre leurs droits », s'indigne Anne-Valérie Lemieux-Breton du regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches.

La demande d'enquête publique sur les interventions des forces policières lors de la grève étudiante, signé par trente-sept organisations syndicales, communautaires, étudiantes et féministes de la région de Québec, sera transmise à la première ministre Pauline Marois. Cette déclaration est une initiative de la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, de la Section Québec de la Ligue des droits et libertés et des Profs de Québec contre la hausse.

Demande d'enquête publique sur les plans stratégiques et les interventions des forces policières lors de la grève étudiante.

Considérant que les nombreuses interventions policières effectuées lors de la grève étudiante du printemps 2012 auraient été marquées par des gestes qui mettraient en cause l'application de la Charte des droits et libertés de la personne;

Considérant que, selon des témoignages, il y aurait eu entrave par les forces policières aux soins d'urgence à prodiguer aux personnes blessées lors de certaines manifestations;

Considérant que le Comité contre la torture de l'ONU avait interpellé le Canada en 2005 concernant l'emploi abusif et dangereux d'armes chimiques, irritantes, incapacitantes ou mécaniques et que ces armes auraient été utilisées lors de la grève étudiante du printemps 2012;

Considérant que la Charte québécoise des droits et libertés reconnaît le droit constitutionnel de manifester et les libertés d'expression et d'association;

Nous exigeons que le gouvernement du Québec institue une enquête indépendante qui devra permettre notamment :

- d'identifier les plans stratégiques adoptés lors des manifestations qui ont eu cours lors de la grève étudiante du printemps 2012;
- d'examiner le rôle et la responsabilité des dirigeants politiques et policiers dans la planification et la Coordination des différentes stratégies d'intervention des forces policières;
- d'examiner le recours à des balles de plastique ou autre pour contrôler des foules;
- d'identifier s'il y a eu des violations des droits
- D'assurer aux victimes de violations de droits une réparation adéquate;

Québec, 30 octobre 2012

Groupes signataires :

Association de défense des droits sociaux de la Rive-Sud (ADDS-Rive-Sud); Association générale des étudiants et des étudiantes prégradués en philosophie (AGEEPP); Association générale étudiante du Collège François-Xavier Garneau AGÉCFXG); Association pour la défense des droits sociaux du Québec Métropolitain (ADDS-QM); Amies de la Terre ; Bureau d'animation et information logement (BAIL); CALACS de Charlevoix; Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO); Centre-Femmes-aux-Plurielles; Centre Femmes d'aujourd'hui; Centre Femmes l'Ancrage; Centre ressource pour femme de Beauport; Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics; Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec; Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur; Comité logement d'aide aux locataires (CLAL); Comité populaire de Saint-Jean-Baptiste; Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches; (CSN); Corporation de défense des droits sociaux de Lotbinières (CDS); Droit de Parole ; Front régional d'actions à Québec de l'ASSÉ (FRAQ-ASSÉ); groupe d'entraide internationale Spirale; L'A-Droit; La Ligue des droits et libertés, section Québec; Maison communautaire Missinak; Maison des femmes de Québec; Maison pour femmes immigrantes; Mouvement des travailleurs chrétiens et des travailleuses chrétiennes (MTC); Profs de Québec contre la hausse; Québec-Solidaire Capitale-Nationale; Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12); Regroupement des groupes de femmes de la Capitale Nationale; Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches; Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec (Rose du Nord); Regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC 03) ; Syndicat des chargés de cours de l'Université Laval (SCCCUL); Syndicat des enseignants et des enseignantes du cégep de Limoilou.

Réforme de l'assurance emploi Pierre Dubuc, L'Autre Journal, 15 mai 2012

Réforme de l'assurance emploi : « Ça veut dire que n'importe qui va devoir travailler n'importe où à n'importe quelles conditions. » (Pierre Céré)

« C'est une réforme majeure, structurelle. La plus importante depuis les réformes du début des années 1990. On abroge la définition d'emploi convenable et non-convenable. Ça veut dire que n'importe qui va devoir travailler n'importe où à n'importe quelles conditions », de nous déclarer Pierre Céré, le porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC). Cette dernière réforme du gouvernement Harper, contenue dans son projet de loi omnibus C-38 de 452 pages, conforte le CNC dans sa décision historique, annoncée le 18 novembre dernier, de proposer le rapatriement au Québec du régime d'assurance emploi.

« Depuis que je m'occupe de l'assurance-emploi, soit depuis le début des années 1980 à Rouyn-Noranda, j'ai toujours considéré la définition d'emploi convenable ou non-convenable comme un pilier du régime », d'enchaîner Pierre Céré en me donnant l'exemple d'un menuisier pour illustrer son propos. « Si un menuisier, qui avait travaillé pendant vingt ans dans un secteur d'activités, perdait son emploi, on lui accordait un délai raisonnable pour retrouver un emploi dans le même secteur d'activités à des conditions similaires. Une fois le projet de loi conservateur adopté, il n'y aura plus délai raisonnable! »

« De plus, ajoute Céré, il ne pourra plus refuser un emploi dans un autre secteur d'activités. L'article de la loi qui définit les emplois "convenables" et "non-convenables" est abrogé! La seule réserve maintenue est qu'un travailleur ne sera pas obligé d'être scab dans un conflit de travail. » Le porte-parole du CNC met en liens ces modifications à la loi sur l'assurance emploi avec les propos tenus par le ministre de l'Immigration Jason Kenney, tels que rapportés par Radio-Canada.

De passage à Halifax, le 19 avril dernier, le ministre a déclaré « qu'il n'est pas logique de continuer à verser l'assurance-emploi à des Canadiens dans des collectivités où des employeurs ne peuvent trouver personne pour répondre à leurs besoins de main-d'œuvre ». Le ministre ajouta que « le Canada ne devrait pas faire appel à des travailleurs étrangers pour ces postes, alors que l'un des principes de l'assurance-emploi est que celui qui refuse un emploi disponible ne reçoit pas d'indemnités.»

Ces nouvelles modifications à la loi d'assurance emploi constituent le dernier volet de la contre-réforme en cours depuis plusieurs années. Au nombre des autres volets, mentionnons le resserrement des critères d'admissibilité, la réduction du montant des prestations et l'augmentation des exclusions, et la judiciarisation extrême des procédures. Depuis plusieurs décennies, le Québec s'est mobilisé contre ces coups portés aux sans emploi. Mais sans grand succès. C'est ce qui amène aujourd'hui le CNC à prôner le rapatriement au Québec de l'assurance emploi.

Dans l'allocution qu'il a prononcée en appui à cette décision, Pierre Céré a effectué un rappel historique des différentes phases de cette lutte. De l'approche défensive originelle à la mobilisation des sans chemise avec la Marche sur Ottawa en 2006, en passant par des rencontres avec les députés, les élus municipaux, des représentants patronaux et aux recours juridiques jusqu'en Cour suprême. Partout, toujours, le même constat : « Rien n'a changé! »

Pierre Céré rappelle également, dans cette allocution, tous les efforts déployés par son organisme pour intéresser des organisations des autres provinces à cette lutte. Là aussi, il doit se rendre à l'évidence : « Nous n'avons jamais réussi à sortir cette lutte des frontières québécoises ». Prenant acte que « toutes les routes sont bloquées, toutes les portes sont fermées », et refusant d'être les « Don Quichotte de ce combat », Pierre Céré et le CNC ont décidé d'axer leurs revendications sur le rapatriement au Québec de l'assurance emploi.

Réforme de l'assurance emploi Pierre Dubuc, L'Autre Journal, 15 mai 2012

Cette revendication est d'autant plus légitime que l'assurance emploi était, au départ, de juridiction provinciale. Ce n'est qu'à la suite d'un amendement constitutionnel, adopté en 1940, que les provinces cédaient cette juridiction à Ottawa. Au Québec, le cabinet d'Adélard Godbout donna le feu vert sans consulter la législature québécoise. À quoi ressemblerait un programme québécois d'assurance-chômage? Le CNC a soumis plusieurs propositions à cet effet.

Sur l'admissibilité. Pour se qualifier à l'assurance-chômage, il ne devrait y avoir qu'un seul critère d'admissibilité pour l'ensemble du territoire québécois, basé sur les semaines de travail, et reconnaissant le travail à temps partiel, de façon à mieux protéger toutes les catégories de salariés. Dans ce même esprit, il y aurait ajout d'une mesure spéciale, soit l'établissement d'un régime particulier visant le travail saisonnier afin de mieux répondre à ces réalités. De même, une réflexion sérieuse devrait être engagée sur les réalités du travail autonome, et de quelle façon un régime québécois pourrait offrir certaines protections.

Sur le taux et la période couverte ? Le taux de prestations devrait être relevé et la période payable ouvrir sur 2 possibilités : 1) période normale au taux établi ou, 2) période prolongée, mais à un taux moindre. Le prestataire aurait à choisir ce qui lui convient le mieux. Dans les deux cas, cette période de prestations aurait une durée maximale de 52 semaines.

Délai de carence et indemnité de départ. En conformité avec les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT), le délai de carence devrait être réduit à une semaine. Pour ne plus retarder le versement des prestations de chômage, les indemnités de départ (prime de séparation) ne devraient plus être prises en compte comme rémunération.

À propos des raisons de fin d'emploi. La sanction prévue depuis 1993 dans le programme fédéral, en cas de départ volontaire ou de congédiement pour inconduite, est de loin trop brutale, soit une

exclusion complète. Un juge de la Cour fédérale a déjà comparé cela à l'imposition de la « peine capitale ». Une sanction moins sévère basée sur un nombre maximum de semaines d'exclusion variant selon la part de responsabilités et les circonstances de la fin d'emploi serait plus appropriée.

Prestations maladie, compassion et formation professionnelle. Sortir ces types de prestations spéciales (maladie et compassion) du régime d'assurance-chômage et les rattacher à un autre programme mieux adapté, comme cela a été fait avec le Régime québécois d'assurance parentale. La formation professionnelle devrait aussi être financée par d'autres fonds que les cotisations d'assurance-chômage. Le régime d'assurance-chômage redeviendrait, dans cet esprit, un régime de protection économique pour les travailleurs qui se retrouvent en chômage.

Une caisse autonome. Veiller à ce que l'État n'ait aucun intérêt à l'égard des fonds du régime. Depuis 1996, les différents gouvernements ont détourné 60 milliards \$ de la caisse! Le CNC parle donc, et très clairement, de la mise en place d'une caisse autonome dont la gestion serait confiée à un organisme indépendant, administré par les représentants des travailleurs et des employeurs, seuls cotisants au régime. Pierre Céré et le CNC essaient évidemment d'intéresser les partis politiques à leur proposition de rapatriement au Québec de l'assurance emploi. Du côté du Parti Québécois, il y a un accord, une telle proposition figurant déjà dans son programme. Les choses sont moins précises pour l'instant chez Québec solidaire qui prône un revenu minimum garanti.

Le CNC a aussi rencontré le caucus québécois du NPD. « Des députés ont accueilli avec enthousiasme notre proposition. D'autres étaient féroceement contre. Mais le parti n'a pas encore pris position », rapporte Pierre Céré. C'est à suivre.

Spiritualité libératrice à la lumière de la Théologie de la libération

Une rencontre œcuménique internationale s'est tenue à Caracas du 17 au 19 août dernier. Voici les propos que j'y ai recueillis et les réflexions qu'ils m'ont inspirés.

Le processus révolutionnaire en cours au Venezuela est confronté à de fortes résistances, y compris de la part des Églises officielles et des grandes universités, qui utilisent tous les discours pour discréditer le gouvernement Chávez et surtout, la révolution bolivarienne. Les Églises conservatrices utilisent et récupèrent le discours religieux pour affirmer que le gouvernement du Venezuela brime les libertés du peuple. Une telle instrumentalisation du discours religieux a donné l'idée à certains pasteurs et prêtres catholiques qui ont choisi de s'identifier au processus révolutionnaire, d'implanter la théologie de la libération au Venezuela et de convoquer une rencontre internationale sur la spiritualité de la libération parce que la théologie de la libération réalise une autocritique de la religion. Voici quelques fragments des conférences qui y ont été tenues.

« Cette rencontre signifie un effort qui n'a jamais été réalisé au Venezuela. Nous reprenons le dialogue entre les différentes spiritualités présentes sur notre continent, amérindiennes, afro-américaines et européennes, pour construire un véritable macro-œcuménisme qui inclut la Terre mère, la Pacha mama, en qui nous nous reconnaissons dans notre diversité culturelle et qui est une force libératrice et une aspiration à une vie digne pour tous. C'est l'heure de lutter pour la survie de l'humanité. La spiritualité de la libération, c'est aussi l'engagement coresponsable de construire un nouveau mode de vie axé sur le *Buen vivir*. Cette spiritualité s'enracine dans l'option pour les pauvres. Les objectifs de notre lutte sont définis par nos peuples, à partir de la base. Le *Buen vivir* représente une sortie du capitalisme. La spiritualité de la libération constitue une réconciliation entre l'être et le paraître. Nous, latino-américains, devons nous identifier avec notre diversité, afin qu'elle soit pour nous une source de fierté et non de division. Les gouvernements, les systèmes économiques, les Églises, sont tous confrontés à ce choix : dans quel type de civilisation voulons-nous vivre ? »

Révolution bolivarienne et théologie de la libération

« Le bolivarianisme est un nouveau type de socialisme qui naît pour le monde entier, à partir du rêve de Simón Bolívar, à l'heure de la crise structurelle du capitalisme. En Amérique latine où se vit depuis une vingtaine d'années une renaissance des identités autochtones et des gouvernements désirant assumer un développement qui prend en main le développement social de ses populations, le socialisme renaît sous une forme différente. La théologie de la libération, héritage de nos luttes d'émancipation des quarante dernières années, est loin d'être morte et elle constitue une source importante d'inspiration pour le bolivarianisme. »

À l'inverse, ce nouveau socialisme qui tient compte des identités culturelles respectives de chaque nation, de cette diversité et de cette richesse de traditions, adresse ses propres questions aux différentes Églises et à la théologie de la libération elle-même. À travers l'histoire, les Églises instituées, davantage gardiennes du statu quo que sources de progrès social, furent toutes opposées aux révolutions. Au contraire, la théologie de la libération est une pratique d'hommes et de femmes engagés avec les plus pauvres et elle se construit en lien avec la pratique de libération. La théologie de la libération rompt le schéma du pouvoir de la hiérarchie catholique en construisant l'Église à partir de la base.



Spiritualité libératrice à la lumière de la Théologie de la libération

« À 22 ans, le jeune Simón Bolívar, accompagné de son professeur particulier, Simón Rodríguez, voyagea à Rome où il fit la promesse de demeurer fidèle aux plus pauvres, à l'indépendance de l'Amérique latine et au Dieu de son père. Pour demeurer fidèle à la promesse de libérer son peuple, Bolívar renonça à sa fortune personnelle et à une carrière paisible à laquelle son rang social lui donnait droit. Le rêve de Simón Bolívar se perpétue à travers notre engagement. Cet homme fut un grand rêveur et un grand penseur, dédié à défendre les droits et la liberté. Il entame un processus de rénovation universelle pour les peuples soumis au colonialisme. Né dans une famille de grands propriétaires, il affranchit ses esclaves et il est presque assassiné pour avoir voulu abolir l'esclavage. Le rêve de Bolívar, c'est aussi une transformation interne des sujets qui font cette révolution. »

« Avoir une vision claire de l'idéal que l'on poursuit, et de la foi qui nous nourrit, est une aide précieuse à la pratique révolutionnaire du peuple. C'est pourquoi cette foi devra s'être libérée des préjugés racistes et d'un esprit de domination de l'homme sur la femme, ou des lettrés sur la masse, pour être vraiment porteuse d'un germe de libération. L'esprit révolutionnaire exige un grand amour à la patrie, aux hommes et aux femmes qui la construisent. Le travail écologique, la formation des hommes et des femmes, un travail ponctuel mais permanent, voici des exemples qui construisent le bien commun dans un esprit de concorde. »

« Simón Bolívar était un visionnaire en avance sur son temps. Il décède à 47 ans, désillusionné de n'avoir pas mené à terme son projet de Grande patrie latino-américaine. Il dit de lui-même : « J'ai labouré la mer et j'ai ensemencé les nuages. » Signifiant par là que ses idées politiques et humanistes n'ont pas été comprises et acceptées par les différents peuples qu'il est parvenu à libérer de l'emprise espagnole. Aujourd'hui, notre interprétation de l'idéal de Simón Bolívar mène à la praxis politique. Bolívar ouvre la théologie de la libération au monde concret où elle doit apprendre à s'incarner davantage sous une pluralité de formes correspondantes à chaque contexte. C'est le thème de la transformation de l'histoire. Comment récupérer

maintenant la mémoire de Simón Bolívar pour nous aider à transformer l'histoire ? Nous devons apprendre à être efficaces à l'intérieur de ce processus qui consiste à construire une société nouvelle. »

Le bolivarianisme appuie une théologie qui libère. La source des mouvements de libération est en Jésus-Christ, dans son interprétation historique et libératrice parce que sa spiritualité, bien comprise, nous humanise. Elle ne représente pas une aliénation et une fuite de nos responsabilités historiques. Au contraire, elle est une exigence éthique de rénovation intérieure et de construction d'un monde nouveau. Trois images sont ici présentes, Chávez, Bolívar et le Christ. Chávez représente le bâtisseur de la société nouvelle. Il s'appuie sur le Libérateur, Simón Bolívar, penseur et guerrier, qui est le gardien moral de l'indépendance, qui donne une vision politique de l'Amérique latine libérée des chaînes des grands empires et s'il faut se battre pour défendre la souveraineté nationale du Venezuela, nous le ferons. Bolívar permet à Chávez de s'inscrire dans l'histoire de l'Amérique latine à la suite des plus grands. Il relativise aussi le danger de personnification de la révolution comme étant le projet d'un seul homme qui ne lui survivra pas.

Le Christ vient transfigurer les deux personnages précédents, permettant de relativiser l'importance de chacun au regard de l'éternité et apportant un support moral à cette révolution. Chávez et Bolívar croient en Jésus-Christ mais pas en une Église impériale, étrangère à l'histoire de l'humanité. Le Christ étant le modèle parfait de l'être humain réalisé, il indique un chemin toujours perfectible pour les individus et les sociétés. Il atténue les rivalités internes, empêche le projet de se satisfaire en lui-même et de se croire réalisé. Il projette la révolution vers l'avant en y investissant les convictions les plus profondes, le meilleur de chacun, plus qu'aucune loi ou système ne pourrait le faire par la contrainte. Le Christ représente l'amour et le don de soi nécessaires à la réalisation de cette révolution. C'est pourquoi, il faut construire le socialisme à partir de la lumière du Christ. (Ce qui fournit une mystique au projet révolutionnaire.)

Spiritualité libératrice à la lumière de la Théologie de la libération

Les histoires dans la Bible possèdent un contenu hautement subversif pouvant inspirer les processus de changement. Le socialisme et le christianisme ont lutté pour défendre la vie. Il faut transcender les barrières économiques qui empêchent l'émancipation des peuples. Comment apporter des justifications théologiques à ma praxis politique ? Il faut avoir une posture économique qui soit cohérente avec le reste, notre vision politique et éthique de la réalité. Pour la théologie, tout est une question d'interprétation des différents textes bibliques. Sous une forme allégorique, nous sont présentés des récits de domination, de révolte et de libération, en lien avec un Esprit qui accompagne les humbles à travers l'histoire pour les redresser et leur redonner courage aux heures d'affliction. La théologie de la libération, avec toutes ses déclinaisons féministes, amérindiennes, afro-américaines, écologistes, etc., donne un souffle nouveau au socialisme en le redynamisant. Et la critique de l'athéisme envers la religion est aussi bénéfique pour la théologie de la libération qui demeure consciente des éventuelles aliénations religieuses. C'est pourquoi, elle est à même de les démasquer jusque dans les idolâtries du marché qui font de l'économie capitaliste un nouveau dieu en sacralisant ce qui ne devrait jamais l'être.

« Comment devons-nous lire les événements sociopolitiques, les signes des temps, de façon théologique ? Nous sommes un peuple, c'est aussi cela que la Bible nous enseigne. Nous devons donc avoir une perspective collective de l'histoire et non simplement individuelle. La dernière parole n'a pas encore été dite. La lutte des classes ne fut pas créée par Karl Marx et il n'existe aucune institution qui soit entièrement neutre au regard de celle-ci. Il n'existe pas d'Églises neutres parce que la lutte des classes les traverse de part en part. »

Mais le besoin de croire est un besoin vital anthropologique qui affecte l'existence de chacun. L'être humain a besoin de croire en quelque chose. C'est de là que l'Église tire sa force, mais elle détourne le projet libérateur du Christ lorsqu'elle l'utilise pour maintenir sa puissance au prix d'alliances inavouables.

La division passe à l'intérieur des Églises, entre celles et ceux qui veulent changer le monde et celles et ceux qui mettent leur croyance dans le service du temple.

Dimension politique de la foi

« La tentation des chrétiens, c'est de ne pas se mêler de politique et de mener une vie tranquille. Il existe cependant des limites à ne pas franchir pour ne pas réduire le Christ à la politique ou de se conformer dans la vie actuelle en attendant la vie éternelle. Les athées sont souvent plus actifs auprès des pauvres que la plupart des chrétiens. D'autres encore adorent Dieu mais refusent l'engagement social et politique. La politique doit être comprise comme recherche du bien commun. Je pense qu'il faut évangéliser la politique. Aujourd'hui, la mission urgente d'un laïc catholique est d'évangéliser. De l'autre côté, il faut politiser l'Évangile. Bien sûr, nous ne devons pas réduire le Christ à une figure de revendication, mais comment évangéliser le peuple avec un Évangile qui est un opium du peuple ? Nous devons chercher la construction de la civilisation de l'amour. L'amour doit être tangible et concret comme l'est l'amour d'une mère pour son enfant.

L'amour de Dieu est toujours concret et pour cela, politique. Aimer son frère de manière concrète est une décision politique. Si politique que des martyrs sont morts par amour pour leurs frères. Dans les Actes des apôtres, dans la première communauté, les gens vendaient tout et mettaient leurs biens en commun. Il serait naturel que la politique s'inspire de la foi. La péricorès, vient du verbe aimer. Cela signifie faire de la place pour que l'autre existe. C'est aussi pour cela qu'il faut accepter la différence. La politique a à voir avec la recherche de l'unité dans la diversité. Il faut apprendre à maintenir la communion dans la diversité. »



Spiritualité libératrice à la lumière de la Théologie de la libération

« La pauvreté suppose différentes formes de pauvreté, la présence d'un manque d'amour. L'éthique du système est excluante pour les moins compétitifs. Les pauvres sont le symptôme du dysfonctionnement du système. Le *Buen vivir*, c'est de vivre bien pour le peuple. C'est la recherche de l'harmonie parfaite entre les êtres humains et l'environnement. Pour ce faire, chaque peuple doit être libre de déterminer son chemin et non pas se le voir imposer par les orientations stratégiques des multinationales et des empires commerciaux. La révolution réalisée comme acte d'amour est une bénédiction. »

Éthique libératrice

« Cette révolution a besoin d'un modèle de référence de valeurs éthiques correspondantes. Nous devons promouvoir l'accession à une conscience critique qui fait la promotion d'une éthique et d'une morale libératrice, ainsi que la défense des droits humains. Pour cela, nous devons avoir une éducation libératrice. L'Évangile représente une source d'éducation humaniste et libératrice. La valeur suprême c'est la vie, l'être au lieu de l'avoir. Il faut que notre politique exprime les valeurs du peuple et rompe le silence devant ce qui est contraire à l'éthique. »

« Jésus aimait faire la fête et partager son repas avec les gens. L'Église se trouve où sont les communautés ecclésiales de base. Avant, il y avait l'évangile de l'empire et du pouvoir qui n'est pas l'Évangile de Dieu. Jésus avait une mémoire historique et chaque peuple possède la mémoire qui correspond à son histoire. Sans la foi, rien n'est possible. J'ai besoin de croire qu'il est possible de vaincre l'impérialisme. C'est la seule façon d'avancer sur ce chemin. Le projet de Jésus est prophétique et radical. Ce n'est pas le projet sacerdotal ou monarchiste. Dieu ne veut pas des sacrifices, il veut la vie. Le capitalisme nous dit qu'il n'y a pas assez de biens pour tous. Pour le Christ, il y a assez de richesses pour satisfaire nos besoins fondamentaux. Le Christ redéfinit le pouvoir tel que le conçoivent les apôtres. Pour lui, le pouvoir c'est servir. »

Moyens de communication au service du peuple

« Pour réaliser cette révolution, nous avons besoin de diffuser un message libérateur face au message manipulateur y destructeur des moyens de communication de masse. Les radios religieuses sont pour la plupart de puissants moyens d'aliénation. Elles s'appuient sur la Bible en diffusant quatre types de théologies qui sont opposées au message évangélique :

► 1.- Une théologie patriarcale et machiste

Avant d'être un père, Dieu est une mère et la foi est transmise et enseignée par les femmes en grande majorité. Yahvé est le Dieu des armées. C'est un Dieu guerrier.

► 2.- Une théologie sacrificielle

Jésus n'est pas un religieux, c'est un laïc. Il n'exerce pas son ministère dans le temple en faisant des offrandes à Dieu.

► 3.- Une théologie des miracles

« Dieu te donne des miracles en échange de tes prières. »

► 4.- Une théologie de la prospérité


« Jésus fut rejeté par Dieu puisqu'il n'avait même pas d'endroit où dormir. »

Un autre monde ne sera pas possible tant que nous ne transformerons pas l'image de ce Dieu. La parole de Dieu ne s'épuise pas, ni dans la Bible ni dans aucun livre au monde. Il demeure vivant. Jésus n'est pas impartial devant l'injustice. Il prend parti pour les pauvres et les opprimés. Il faut démasquer le mensonge du terrorisme médiatique. Le péché de manque d'honnêteté face à la réalité affecte la hiérarchie de nos Églises. »

Yves Carrier

Paru dans DIAL, octobre 2012

Calendrier des activités à venir

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
25	26	27	28	29	30 Hockey aux cartes à 15 h	01
02	03	04	05 Paradis sous terre, Conférence d'Alain Deneault Tam-Tam Café, 18:00	06 Journée contre la violence faite aux femmes, 13:30– 16:00 Centre des femmes de la Basse-ville, 380 St-Vallier O.	07 Hockey aux cartes à 15 h CASA, 5 à 7 d'accueil et d'amitiés, Centre Frédéric Back, 870 av. Salaberry	08
09 Journée internationale de la lutte à la corruption !	10 Cercle de lecture autour d'une parole du Christ 18:00 Marche mondiale des femmes en solidarité contre les entreprises minières. 12:00	11	12	13 18:30 RENCONTRE MENSUELLE DU CAPMO Repas à compter de 17:00	14 Hockey aux cartes à 15 h	15
16	17	18	19 C.A. du CAPMO 18:15	20	21 Hockey aux cartes à 15 h	22
23	24 Bureau fermé pour la période des fêtes	25 Bureau fermé pour la période des fêtes	26 Bureau fermé pour la période des fêtes	27 Bureau fermé pour la période des fêtes	 <p>Média communautaire en ligne www.reseauforum.org</p> <p>Calendrier de la démocratie en action ! Québec & Chaudière-Appalaches</p> <p>Un rare média citoyen et gratuit affichant les événements d'engagement social, démocratique ou progressiste ... droits humains / environnement / écologie solidarité locale & internationale / etc. !</p> <p>Et la démocratie, c'est vous ! Publiez votre activité ou événement public directement sur le site ! Chaque mois, il y a près de 40 événements à Québec organisés par autant d'organismes et de collectifs !</p> <p>Ce média est rendu possible par les collections de plus de 40 organismes sociaux ! Il est animé par le Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches.</p>	
30	31 Bureau fermé pour la période des fêtes	01 Bureau fermé pour la période des fêtes	02 Bureau fermé pour la période des fêtes	03 Bureau fermé pour la période des fêtes		